

Le travail Un objet d'étude dépassé ?

Depuis de nombreux siècles, le travail constitue l'une des activités principales du genre humain. Central dans la vie des Hommes, il constitue en soi un objet d'intérêt non seulement pour les historiens et les sociologues, mais également pour les chercheurs de disciplines telles que la science politique, l'économie, la psychologie, le droit, la géographie humaine, la démographie ou encore la communication et l'étude des médias.

La pratique quotidienne du travail a peu à peu suscité le regroupement de populations en des lieux de concentration, tels des villages, des cités, des "bassins" d'activités, etc. Des ensembles de personnes effectuant le même travail se sont également constitués, donnant naissance à des métiers et des corporations, mais également à nombre d'associations et d'activités culturelles ou folkloriques liées à l'exercice d'une même activité. De tels groupements sont en eux-mêmes des objets d'étude passionnants pour nombre de chercheurs des différentes disciplines évoquées plus haut.

Au XIX^e siècle, corporations et métiers ont progressivement cédé la place à ce qui est devenu un acteur majeur des sociétés actuelles : les *organisations syndicales*. Structurés autour de la notion même de travail¹, apparaissant sur les lieux de travail, les syndicats vont baser leurs actions et, plus largement, une partie de leur idéologie sur cette notion. Des revendications telles que la réduction du temps de travail hebdomadaire et de la durée de la journée de travail, l'interdiction du travail des enfants et des activités de nuit pour les femmes, l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation de la rémunération des travailleurs et la répartition des revenus entre capitalistes et travailleurs seront au centre de nombreux combats syndicaux.

Acteurs majeurs des *relations collectives de travail*, les syndicats ne vont cependant pas se limiter à un rôle social ou économique. Leur action *politique* et leur rôle dans l'organisation des sociétés occidentales contemporaines n'est plus à démontrer. En revanche, il reste largement à explorer. Si la littérature scientifique internationale recèle des recherches intéressantes à ce propos, il est incontestable que l'étude du syndicalisme en Belgique demeure quantitativement très insatisfaisante.

Ces organisations de travailleurs (ouvriers, employés, agents des services publics, cadres, mais également agriculteurs) vont également se positionner par rapport au pendant du travail : le *non-travail*. L'impossibilité d'occuper un emploi pour raisons économiques, médicales ou liées à l'âge vont également amener les syndicats à organiser, seuls dans un premier temps, en recherchant l'aide des pouvoirs publics par la suite, des caisses de secours destinées à aider les chômeurs, les travailleurs malades ou victimes d'accident de travail, ainsi que les travailleurs âgés. De telles mobilisations seront à la base, du moins en Belgique, de la création de diverses institutions de *sécurité sociale*.

Le rapport qu'entretiennent travailleurs actifs d'une part, et chômeurs, bénéficiaires d'aides sociales diverses, retraités ou handicapés d'autre part reste toutefois largement méconnu. Les représentations, revendications et actions des organisations de travailleurs concernant ces catégories d'"inutiles au monde"² pourraient faire l'objet de nombreuses recherches sociologiques, politologiques, ou en termes d'analyse des médias, notamment de la presse syndicale.

L'étude du travail, entendu dans un sens large, ouvre également d'autres perspectives de recherche. Ainsi, un pan entier de l'histoire des *migrations* se conjugue, voire se confond avec l'histoire de *travailleurs* immigrés. Qu'il s'agisse de mineurs belges travaillant en France, comme l'illustre le *Germinal* de Zola, ou d'Italiens envoyés notamment en Belgique par leur État, après-guerre. Ou d'une multitude d'autres groupes nationaux, ou d'autres secteurs du marché du travail. Voire de travailleurs sans-papiers, catégorie apparemment récente mais recouvrant une réalité ancienne³. Leurs conditions de vie et de travail, leur intégration progressive dans les sociétés locales (dans laquelle le travail a pu jouer

un rôle moteur) de même que leur rejet, leur rôle dans les organisations syndicales du pays d'accueil et la perception qu'avaient d'eux ces organisations constituent autant de thèmes de découvertes inépuisables pour plusieurs disciplines de sciences humaines.

Le travail des *femmes* représente lui aussi un objet de réflexion important. Leur place dans l'économie et l'évolution de celle-ci, la place que les organisations syndicales leur confèrent au sein de leurs structures, l'importance du travail salarié des femmes dans l'obtention de droits civils et politiques identiques à ceux des hommes, sont des objets d'étude largement reconnus dans le domaine des "*gender studies*", mais qui restent à développer dans d'autres disciplines, dont l'approche du syndicalisme en Belgique. Le travail *domestique*, essentiellement exercé par des femmes, constitue une autre piste de recherche intéressante en sciences humaines.

L'étude des *accidents de travail* s'avère également instructive pour qui cherche à comprendre les évolutions des sociétés modernes, tant dans le monde industrialisé que dans les pays dits "en voie de développement". À ce titre, d'aucuns ont souligné, à juste titre, que les commémorations de l'accident du Bois du Cazier ont fort peu insisté sur la réalité des accidents de travail et sur l'actualité persistante de ce phénomène⁴. De même, les formes de travail *esclavagiste*, de travail *forcé* ou de travail des *enfants* interpellent également chercheurs au Nord et au Sud de la planète, donnant lieu à d'intéressantes coopérations scientifiques.

D'autres domaines de la recherche historique et politologique peuvent être appréhendés à travers l'étude du travail et de ses différentes formes. Qu'il s'agisse de la question du *Service du Travail obligatoire* (S.T.O.) et des actions de résistance menées à l'encontre de celui-ci pendant la Seconde Guerre mondiale. Ou de l'émergence, du développement et des transformations successives d'institutions nationales et internationales telles que le ministère de l'Emploi et du Travail (et la création de tels portefeuilles ministériels dans les exécutifs régionaux de la Belgique fédérale), l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) et son Bureau (B.I.T.). Voire encore de l'étude du parcours d'acteurs clés du monde socialiste, communiste ou social-chrétien⁵.

Plus globalement, l'examen de la place du travail et des formes qu'il revêt à l'heure actuelle renvoie à une réflexion large sur le fonctionnement des sociétés contemporaines. En effet, cette activité remplit une palette de fonctions variées, tant sur le plan strictement économique que d'un point de vue social ou psychologique. Une telle réflexion invite également à se demander si l'on est passé d'une société du plein-emploi au plein-emploi *précaire*, via une situation de chômage de masse.

Enfin, le rôle central que joue et que sera encore amené ou non à occuper le travail dans les sociétés futures est au cœur des discussions animant, par exemple, le mouvement altermondialiste et ses différentes composantes, divisant parfois associations et syndicats au sein de la société civile⁶.

On le voit, loin d'être un objet d'étude périmé, le travail constitue plus que jamais un champ de recherche aussi intéressant qu'infini.

¹ Le mot "travail" lui-même figure dans l'appellation de bon nombre de syndicats : Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), Confédération générale du travail (CGT), Confédération mondiale du travail (CMT), etc.

² Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, 1995.

³ Mateo ALALUF, René DE SCHUTTER, « La régularisation des travailleurs clandestins (1974-2002) », in Selma BELLAL, Thomas BERNIS, Fabrizio CANTELLI, Jean FANIEL (coord.), *Syndicats et société civile : des liens à (re)découvrir*, Bruxelles, Labor, 2003.

⁴ Julien DOHET, « La fait diversification de l'histoire », *Politique, revue de débats*, octobre 2006.

⁵ Voir, pour des publications récentes, Georges DEBUNNE, *À quand l'Europe sociale*, Paris, Syllepse, 2003, Julien DOHET, Jérôme JAMIN, *La Belgique de Jacques Yerna*, Bruxelles, Labor, 2003, ou Pierre TILLY, *André Renard*, Bruxelles, Le Cri, 2005.

⁶ Selma BELLAL, Thomas BERNIS, Fabrizio CANTELLI, Jean FANIEL (coord.), *Syndicats et société civile : des liens à (re)découvrir*, Bruxelles, Labor, 2003.